

Veille sur la diversité, l'égalité professionnelle et la lutte contre les discriminations dans les procédures de gestion des ressources humaines

N°121 – Juillet 2025

**diversité
& égalité**

VEILLE SUR LA DIVERSITE, L'EGALITE PROFESSIONNELLE ENTRE LES FEMMES ET LES HOMMES ET LA LUTTE CONTRE LES DISCRIMINATIONS DANS LES PROCEDURES DE GESTION DES RESSOURCES HUMAINES

Vous trouverez ci-dessous un produit de veille mensuel sur la diversité, l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes et la lutte contre les discriminations dans les procédures de gestion des ressources humaines, réalisé par le CRDM à la demande de la DRH. Destinée aux agents du réseau des référents diversité, cette veille est également à la disposition de tous.

Ce produit récapitule l'actualité juridique et documentaire relative à ce thème. Les informations sont classées selon les 26 critères de discrimination et les thématiques des groupes de travail mis en place par le comité stratégique présidé par le secrétariat général des ministères chargés des affaires sociales.

Si un critère ou une thématique ne figure pas dans ce document, cela signifie qu'aucune information ou documentation n'a été publiée sur le sujet dans le mois écoulé. Pour chaque critère ou thématique, les informations sont classées par ordre chronologique décroissant et selon leur typologie (juridique en premier, documentaire ensuite).

Si vous souhaitez recevoir cette veille, n'hésitez pas à nous contacter : dfas-spat-doc-crdm-accueil@sg.social.gouv.fr

SOMMAIRE

[Zoom sur...](#)

[Discriminations - généralités](#)

[Origine](#)

[Conciliation vie personnelle / vie professionnelle](#)

[Recrutement](#)

[Sexe](#)

[Précarité sociale](#)

[Etat de santé](#)

[Handicap](#)

[Identité de genre](#)

[Age](#)

[Activités syndicales](#)

[Plan de formation des personnels sur la lutte contre les stéréotypes et les discriminations](#)

[Lanceur d'alerte](#)

Zoom sur...

- **Contrôles d'identité discriminatoires : la France condamnée par la CEDH**, Défenseur des droits, 01 juillet 2025
Le 26 juin 2025, la Cour européenne des droits de l'homme (CEDH) a pour la première fois condamné la France pour des contrôles d'identité jugés discriminatoires, subis par un jeune homme de 21 ans. [L'arrêt de la CEDH](#) marque l'aboutissement d'une procédure débutée en 2012 devant les juridictions françaises. Le Défenseur des droits avait présenté des observations devant la cour d'appel de Paris, la Cour de cassation puis devant la CEDH en 2022 et en 2024. Le Défenseur des droits est intervenu dans la procédure à deux reprises pour présenter ses observations à la Cour (décisions n° [2022-046](#) et n° [2024-011](#)).
- **Inégalités scolaires et professionnelles. Nouveaux regards**, Céreq Echanges, n° 27, Juin 2025
Le thème de cette édition porte sur les inégalités scolaires et professionnelles en croisant les prismes du genre, de l'origine sociale et du territoire. Dans le débat public comme dans la recherche, la question des inégalités dans le système éducatif, dans l'accès au marché du travail et dans l'emploi demeure centrale. L'origine sociale, le genre et la trajectoire migratoire notamment, restent des marqueurs de différenciation des parcours individuels, de discrimination et de ségrégation dans l'espace scolaire et professionnel.
- **Rapport sur les inégalités, édition 2025**, l'Observatoire des inégalités juin 2025
Un panorama complet des disparités qui fracturent notre société. À travers cinq chapitres – revenus, éducation, travail, modes de vie, territoires –, l'ouvrage analyse méthodiquement les écarts en s'appuyant sur les données les plus récentes. L'édition 2025 s'enrichit d'un dossier spécial consacré aux inégalités environnementales. Qui subit le plus les pollutions ? Comment l'empreinte écologique varie-t-elle selon les groupes sociaux ?

Discrimination - généralités

- **[Retour sur le collège "Lutte contre les discriminations et promotion de l'égalité" du 5 mai 2025](#)**, Défenseur des droits, 04 juillet 2025
*Rappel :
Le Défenseur des droits est chargé de lutter contre les discriminations, directes ou indirectes, prohibées par la loi ou par un engagement international régulièrement ratifié ou approuvé par la France ainsi que de promouvoir l'égalité. Comme le prévoit la loi organique n° 2011-333 du 29 mars 2011 relative au Défenseur des droits, « Le Défenseur des droits préside les collèges qui l'assistent pour l'exercice de ses attributions en matière de défense et de promotion des droits de l'enfant, de lutte contre les discriminations et de promotion de l'égalité, ainsi que de déontologie dans le domaine de la sécurité. ». Le collège "Lutte contre les discriminations et promotion de l'égalité" s'est réuni le 5 mai 2025. Il a été consulté sur plusieurs réclamations adressées à l'institution mettant en évidence des situations de discrimination fondées sur l'origine, la religion, l'apparence physique, l'âge ou encore le sexe, dans le domaine de l'emploi, public ou privé ou de l'accès aux services publics.*

Origine

- **La fonction publique discrimine moins les seniors à l'embauche mais reste exposée aux biais liés à l'origine** dépêche AEF n° 734590, 09/07/2025 [Sur demande à dfas-spat-doc-crdm-accueil@sg.social.gouv.fr]

La cinquième étude du programme Desperado, dont les résultats seront présentés lors de la formation spécialisée "égalité, mobilité, parcours professionnels" du CCFP le 10 juillet 2025, mesure les discriminations à l'embauche dans les secteurs public et privé en prenant en compte celles liées à l'âge pour la première fois. Si des pénalités sont plus significativement observées dans le secteur privé, les chercheurs plaident pour une sensibilisation des employeurs des deux secteurs pour valoriser davantage l'emploi des seniors. Les discriminations en raison de l'origine restent les plus marquées.

- **[Le racisme en France en 2024 : la CNCDH dresse un bilan contrasté](#)**, site Vie publique, 20/06/2025
Depuis 1990, la Commission nationale consultative des droits de l'Homme présente dans son rapport annuel un baromètre évaluant la tolérance des Français vis-à-vis des minorités et des préjugés racistes. Que révèle-t-il pour l'année 2024 ? La Commission nationale consultative des droits de l'Homme (CNCDH) a publié le 17 juin 2025 son rapport 2024. Il montre que la tolérance résiste, dans un contexte politique tendu qui a nui à la mise en œuvre du Plan national de lutte contre le racisme, l'antisémitisme et les discriminations liées à l'origine.

Conciliation vie personnelle / vie professionnelle

- **Proposition de loi visant à protéger les personnes engagées dans un projet parental des discriminations au travail**, [Dossier législatif sur le site de l'Assemblée nationale](#), Discussion en séance publique le 19 juin 2025

Actuellement, la loi française interdit les discriminations sur la base de plusieurs critères tels que le sexe, l'âge, l'état de santé ou la grossesse, mais ne mentionne pas explicitement le projet parental. Or, de nombreuses personnes subissent des discriminations en raison de leur engagement dans des parcours de procréation médicalement assistée ou d'adoption : retard dans les promotions, refus d'aménagements d'horaires ou d'absence pour des rendez-vous médicaux, et parfois mêmes licenciements déguisés. La présente proposition de loi vise à combler cette lacune juridique en intégrant explicitement la protection du projet parental dans le cadre légal de la lutte contre les discriminations.

Recrutement

- **[Paris veut plus de "médiateurs emploi" dans ses quartiers populaires](#)**, Localtis 13/06/2025

Depuis novembre 2022, l'association Ensemble Paris Emploi Compétences (Epec), structure qui pilote les différents services locaux de l'emploi (Points Paris Emploi, PLIE, Clauses sociales ...), a ouvert quatre postes de médiateurs emploi dans les 18e, 19e et 20e arrondissements parisiens. Objectif : aller au contact des habitants des quartiers qui ne connaissent pas ou ne se saisissent pas des dispositifs en matière d'emploi. Les médiateurs emploi ont pour mission d'orienter le public vers les guichets adaptés à leurs besoins. Mais en pratique, les médiateurs font aussi de la mise en relation directe avec les employeurs, notamment avec des structures d'insertion par l'activité économique. Un dépannage qui crée la confiance et peut permettre, par la suite, d'enclencher un parcours plus structuré qui sera confié aux professionnels de l'insertion. Il faut donc savoir être rapide et s'appuyer sur un réseau de partenaires réactifs. "Les personnes qui viennent ne demandent pas un accompagnement, mais d'abord de l'emploi, le plus vite possible", observe Thierry Saynard, responsable de ce programme à l'Epec et qui est intitulé "Aller vers l'emploi dans les quartiers".

Sexe

- [Les femmes médecins restent affectées par des discriminations sexistes dans leur travail](#), Hospimédia 06/06/2025 [Sur demande à dfas-spat-doc-crdm-accueil@sg.social.gouv.fr]
Le sixième baromètre annuel de l'association « Donner des elles à la santé » a été publié le 5 juin. Malgré une prise de conscience en progression, les femmes médecins restent confrontées à des discriminations de genre : accès limité aux postes à responsabilité, freins liés à la maternité, stéréotypes et violences sexistes.
- [Remise du rapport sur la parité dans l'encadrement sportif aux Ministres Aurore Bergé et Marie Barsacq](#), site du Haut Conseil à l'Égalité entre les femmes et les hommes HCE 07/07/2025
En 2024, si la pratique sportive des femmes progresse, elles restent sous-représentées dans les disciplines fédérales et de haut niveau. Si les femmes constituent 46 % des bénévoles, elles ne représentent que 34 % des dirigeants de structures sportives et 33 % des encadrants, un chiffre en baisse. Au sein des formations STAPS, les femmes représentent seulement 32% des étudiants, un déséquilibre accentué dans des filières comme l'entraînement sportif, où elles ne constituent que 20 % des étudiants. Les ministres ont rappelé leur engagement pour l'égalité entre les femmes et les hommes « par le sport et dans le sport ». Le Label Terrain d'égalité, véritable marqueur de l'héritage des Jeux olympiques et paralympiques de Paris 2024 vise à inclure la lutte contre les discriminations et pour l'égalité au cœur des événements sportifs, intégrée au Plan national 2023-2027 pour l'égalité entre les femmes et les hommes.

Précarité sociale

- [Lutte contre la pauvreté : face aux associations inquiètes, le gouvernement affirme "son engagement à poursuivre le travail"](#), Localtis 04/07/2025
Lors d'une rencontre consacrée au bilan d'étape du Pacte des solidarités, les associations ont fait état de leurs préoccupations à l'approche des arbitrages budgétaires 2026. Le Premier ministre se serait engagé à "organiser le combat contre la pauvreté", avec la définition d'un objectif à 10 ans, et à maintenir le parc d'hébergement d'urgence à 203.000 places. Le premier bilan du Pacte des solidarités laisse apparaître une mise en œuvre contrastée selon les territoires et soulève des incertitudes sur le financement de "certaines mesures clés".

Etat de santé

- [Santé mentale : un état des lieux au regard de la situation financière, de l'orientation sexuelle et des discriminations subies](#), Études et résultats, n° 1340, 04/06/2025
La Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques (DREES) publie une étude dédiée à la santé mentale à partir des données les plus récentes de l'enquête EpiCov. L'enquête couvre la période 2020-2022 à l'aide d'un panel d'environ 64 000 participants représentatif de la population vivant en France et âgée de 15 ou plus au démarrage de l'enquête. L'étude rend compte de l'évolution de certains indicateurs de santé mentale tels que les syndromes dépressifs et les pensées suicidaires dans cette population ainsi que les difficultés psychosociales chez les mineurs. Des données sur le recours aux soins de santé mentale, les inégalités sociales, l'expérience de discriminations, l'orientation sexuelle ainsi que l'usage des écrans et

des réseaux sociaux sont également analysées. L'étude met en exergue certains facteurs liés à la santé mentale dégradée qui se retrouvent notamment chez les femmes âgées de moins de trente ans.

Handicap

- **Loi Handicap de 2005 : des avancées en matière d'emploi, mais une discrimination persistante**
AEF dépêche n° 734681 09/07/2025 [Sur demande à dfas-spat-doc-crdm-accueil@sg.social.gouv.fr]
Il y a vingt ans, le Parlement adoptait la loi pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes en situation de handicap. Le texte, centré sur l'accessibilité et la compensation, comprend également différentes dispositions sur l'emploi. Le 9 juillet 2025, la commission des Affaires sociales de l'Assemblée nationale dresse un bilan de l'application du texte, mettant en avant des avancées en la matière, tout en pointant l'existence de discriminations persistantes dans le monde du travail à l'égard des personnes handicapées.
- **Pourquoi le taux de chômage des personnes handicapées a-t-il poursuivi sa hausse en 2024 ?**
ASH 08/07/2025
Faute du retour d'une croissance qui se fait toujours attendre, les chiffres du chômage repartent à la hausse et les publics les plus fragiles font les frais de cette frilosité du marché de l'emploi. Conséquence croisée de la dégradation de la situation économique générale, des premiers effets d'une réforme des retraites qui a allongé la durée du travail, mais aussi de l'augmentation du nombre de personnes bénéficiant d'une reconnaissance administrative de leur handicap (ils étaient en tout 3,3 millions), le taux de chômage des personnes handicapées a poursuivi en 2024 sa progression entamée depuis la mi-2023, comme l'indique le tableau de bord annuel de l'emploi handicapé dévoilé par l'Agefiph début juillet 2025.
- **Violences sexuelles envers les enfants handicapés : de l'invisibilisation à la prise de conscience,**
Média social, 13/06/2025
Le constat est « accablant », alerte Didier Tronche en ouverture du colloque de la Cnape (fédération nationale d'associations de protection de l'enfant) consacré aux violences sexuelles envers les enfants en situation de handicap, le 11 juin à Paris. D'après les chiffres de la Commission indépendante sur l'inceste et les violences sexuelles faites aux enfants (Ciivise), issus de son rapport de 2023, environ 160 000 enfants sont victimes de violences sexuelles chaque année. Selon une étude de la revue scientifique anglaise de référence The Lancet parue en 2012, ces enfants sont entre trois à cinq fois plus exposés à ces violences.
- **Aménagement des épreuves d'examen pour les élèves en situation de handicap : le refus d'aménagement peut constituer une discrimination et méconnaître l'intérêt supérieur de l'enfant,** Défenseur des Droits, 06/06/2025
Les enfants en situation de handicap peuvent bénéficier d'aménagements des épreuves d'examen. Le Défenseur des droits est toutefois encore régulièrement saisi à l'approche des examens, par des parents d'élèves dont les demandes ont été refusées. L'institution a eu l'occasion de présenter ses observations au soutien de ces demandes lors de plusieurs contentieux récents et voit dans la proposition de loi "Renforcer le parcours inclusif des élèves en situation de handicap", une opportunité pour améliorer durablement le dispositif d'aménagement des examens.
- **L'expérimentation Territoires zéro chômeurs de longue durée œuvre pour le handicap,** Hospimédia 06/06/2025 [Sur demande à dfas-spat-doc-crdm-accueil@sg.social.gouv.fr]
Alors que les députés ont commencé l'examen de la proposition de loi pour "exercer l'accès à l'emploi, pérenniser et étendre progressivement l'expérimentation Territoires zéro chômeur longue durée (TZCLD) comme solution de retour à l'emploi pour les personnes privées durablement d'emploi" le 4 juin, le président de l'Association de gestion du fonds pour l'insertion professionnelle des personnes handicapées (Agefiph) a été convié par le fonds d'expérimentation et l'association TZCLD. Un partenariat lie l'Agefiph et ces deux entités, et la visite a pour objet de "montrer la dynamique des territoires [...] en lien avec le sujet du handicap". Comme le rappelle un communiqué des partenaires, "l'accueil, l'accompagnement et le

maintien en emploi de personnes en situation de handicap est un des sujets centraux de l'expérimentation". Une personne embauchée dans les entreprises à but d'emploi sur quatre est concernée par une situation de handicap.

Identité de genre

- **Proposition de loi visant à renforcer les moyens d'action des associations de lutte contre les discriminations dans l'accompagnement des victimes de violences anti-LGBTQI+, [Texte n° 703](#)** déposé au Sénat le 4 juin 2025 - [exposé des motifs](#)

La présente proposition de loi vise à renforcer les moyens d'action des associations de lutte contre les discriminations dans l'accompagnement des victimes de violences anti-LGBTQI+

Age

- **Travailler après 50 ans : stop ou encore ?** La Fondation « Travailler autrement », 07/07/2025

Transition démographique, allongement des carrières, réforme des retraites, pénurie de main-d'œuvre... : dans un marché du travail en tension, les plus de 50 ans ont vocation à travailler et doivent être dans l'action. Mais travailler en tant que senior recouvre des réalités plurielles, entre choix et nécessité, aspirations et contraintes. Alors que l'âge de retour à l'emploi se complique après 56 ans, comment lever les freins, valoriser les compétences des seniors et adapter les conditions de travail ?

Plan de formation des personnels sur la lutte contre les stéréotypes et les discriminations

- **Égalité et diversité : les syndicats de la fonction publique réclament des formations obligatoires et plus de transparence,** AEF dépêche n° 734814 11/07/2025 [Sur demande à dfas-spat-doc-crdm-accueil@sg.social.gouv.fr]

Lors de la formation "égalité, diversité, parcours professionnels" du CCFP qui s'est tenue le 10 juillet 2025, la DGAFP a présenté les sommaires des futurs rapports sur la diversité et l'égalité professionnelle, susceptibles de nourrir les négociations sur un nouvel accord "égalité professionnelle". Les syndicats, tout en regrettant le manque de données accessibles, ont salué certaines orientations retenues par l'administration. Le bilan 2025 de l'index égalité professionnelle, également à l'ordre du jour, sera finalement présenté lors d'une prochaine réunion, en septembre.

Lanceur d'alerte

- **[Harcèlement à l'encontre du lanceur d'alerte de la police Amar Benmohamed : Didier Lallement et Gérald Darmanin doivent être auditionnés](#)** La maison des lanceurs d'alerte, 22/07/2025

Quatre ans après sa plainte, le policier lanceur d'alerte Amar Benmohamed n'a toujours pas obtenu de réponses. Victime de harcèlement jusqu'au plus haut niveau de la hiérarchie policière après avoir dénoncé des centaines de cas de maltraitements et racisme commis par des agents de police dans les cellules du

tribunal de Paris, il risque de voir son dossier clôturé par le juge d'instruction. Sans que les responsables ne soient entendus. Parmi eux : Didier Lallement et Gérald Darmanin, respectivement préfet de Paris et ministre de l'Intérieur au moment des faits. En soutien à Amar Benmohamed et à tous les lanceurs et lanceuses d'alerte qui défendent l'intérêt général, la Maison des Lanceurs d'Alerte demande que soit menée une enquête approfondie afin de faire toute la lumière sur des années de harcèlement.

Vous pouvez adresser vos demandes de communication d'articles ou de prêts d'ouvrages ou revues :

- Si vous êtes sur le site Duquesne, directement au CRDM : dfas-spat-doc-crdm-accueil@sg.social.gouv.fr

Horaires d'ouverture du CRDM : du lundi au vendredi de 9h30 à 17h

- Si vous êtes sur un autre site d'administration centrale ou en région, à vos centres de documentation de proximité :
 - [Liste des centres de documentation en administration centrale et en régions](#)

Pour vous abonner à la veille :

- Contactez-nous : dfas-spat-doc-crdm-accueil@sg.social.gouv.fr



Secrétariat général
Direction des ressources humaines



Secrétariat général
Direction des finances,
des achats et des services